

CHALLENGES > ÉCONOMIE
Économie

Budget 2019: "Favoriser les salariés plutôt que les retraités est une bonne stratégie"

Par David Bensoussan le 27.08.2018 à 15h20

ABONNÉS

François Ecalie, ancien magistrat à la Cour des comptes, à la tête du site Fipéco, décrypte les annonces budgétaires du premier ministre Edouard Philippe. Il approuve la désindexation de certaines prestations sociales.



La panne de croissance complique les arbitrages budgétaires du gouvernement. © PPOOL/AFP/ARCHIVES - LUDOVIC MARIN

[f](#) [t](#) [G+](#) [in](#) [✉](#) 34 [📄](#)

Carte Offerte la 1^{ère} année
 6 000 Miles de bienvenue
PROFITEZ-EN !








34



La panne de croissance complique les arbitrages budgétaires du gouvernement.
 PGG/AF/ARCHIVES - LUDDVIC MARIN

SUR LE MÊME SUJET

- Les retraités sont-ils vraiment les vaches à lait du gouvernement?
- Budget 2019: des retraités "pas perdants", le prélèvement à la source "pas repoussé"
- CSG des retraités: ce député LREM qui tacle l'amateurisme du gouvernement

PERSONNALITÉS



Édouard Philippe

Que pensez-vous de la revalorisation limitée à 0,3% des pensions et de certaines allocations sociales en 2019 et 2020 ?

La désindexation des prestations est un moyen sûr et efficace de faire des économies rapidement. Le gouvernement de Manuel Valls l'avait aussi pratiqué mais cela avait rapporté peu puisque l'inflation était basse, contrairement à aujourd'hui. Certes, cela va amputer le pouvoir d'achat des ménages concernés mais comme toute baisse de dépenses publiques, j'approuve la logique du gouvernement, qui est de favoriser les salariés plutôt que les retraités. Ces derniers ont un niveau de vie plus élevé en moyenne que les actifs, ce qui fait de la France une exception en Europe. Je ne suis pas non plus opposé au rachat sur les allocations logement dont on connaît les effets inflationnistes sur les loyers. La question des allocations familiales est plus discutable. Il serait préférable, en termes d'équité, de baisser davantage le quotient familial, qui profite aux plus aisés, même s'il s'agit d'une hausse d'impôts.

Quid de la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires ?

On aurait sans doute pu s'en passer. Cette mesure me laisse un sentiment mitigé. Sous Nicolas Sarkozy, elle n'avait pas été efficace car elle venait au mauvais moment, en pleine crise, alors qu'il aurait fallu plutôt encourager le chômage partiel. Aujourd'hui, la conjoncture est plus favorable. Mais des études ont montré que taxer moins les heures suppl' pouvaient pousser des employeurs à payer de fausses heures au lieu d'augmenter le salaire de base. Une autre mesure n'a, selon moi, aucun sens: la suppression de la taxe d'habitation pour les 20% de ménages les plus riches sans contrepartie. Certes, il est difficile de ne supprimer un impôt que pour 80% de la population. Mais on aurait pu demander à ces ménages de compenser le coût de cette extension pour l'Etat. Il aurait fallu augmenter l'impôt sur le r...

Abonnez-vous pour lire cet article



BOURSE > LE 27/08 À 17H13

CAC 40 **+0,90%** 5481,24

RECHERCHER UNE VALEUR

NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

JE M'ABONNE

Demandez votre Carte AIR FRANCE KLM - AMERICAN EXPRESS GOLD



Carte offerte la 1^{ère} année

6 000 Miles de bienvenue

PROFITEZ-EN !

Économie



"Favoriser les salariés plutôt que les retraités est une bonne stratégie"

- Les retraités, vaches à lait du gouvernement ?
- Budget 2019: les entreprises mises aussi à contribution